



Cofinancé par
l'Union européenne

Marché n°2025-07

**ACHAT ET AJUSTEMENTS DES DISPOSITIFS DE REDUCTION DES CAPTURES
ACCIDENTELLES DANS LE CADRE DES PROJETS LIFE EMM ET FEAMPA ARP**

**ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE
CONCLU SELON LA PROCEDURE DE L'APPEL D'OFFRES OUVERT**

Selon les dispositions législatives et réglementaires du code la commande publique entré en vigueur le 1er avril 2019

(Articles L. 2124-1 et L. 2124-2 ainsi que R. 2124-1, R. 2124-2, R. 2161-2, R. 2161-3, R. 2161-4, R. 2161-5, R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 et R. 2162-14)

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION
(RC)**



Date et heure limites de réception des Offres :

01/04/2025 à 12h00

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.1. OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
1.2. PROCEDURE	5
1.3. ALLOTISSEMENT ET FORME DU MARCHÉ.....	5
1.4. MONTANT DU MARCHÉ	6
1.5. DUREE DU MARCHÉ	7
1.6. NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	7
1.7. CONDITIONS DE PARTICIPATION.....	8
1.8. INTERDICTION DE SOUMISSIONNER LIEE AU FINANCEMENT EUROPEEN DU PROJET	8
ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION	9
2.1. VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE)	9
2.2. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	9
2.3. MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT	9
ARTICLE 3 : DOSSIER DE CONSULTATION	9
3.1. CONTENU	9
3.2. RETRAIT.....	9
3.3. MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	10
ARTICLE 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	10
4.1. PIECES CONSTITUTIVES DE LA CANDIDATURE.....	11
4.2. PIECES CONSTITUTIVES DE L'OFFRE	11
4.3. CONTENU DU MEMOIRE TECHNIQUE.....	12
4.4. DOCUMENTS EN LANGUE FRANÇAISE	13
ARTICLE 5 : MODALITES ET CRITERES DE SELECTION	13
5.1. SELECTION DES CANDIDATURES	13
5.2. SELECTION DES OFFRES	14
5.2.1. Critères	14
5.2.2. Méthode de notation	15
5.3. SUITES DE L'EXAMEN DES OFFRES.....	16
ARTICLE 6 : ATTRIBUTION DU MARCHÉ	16
6.1. CLASSEMENT DES OFFRES.....	16
6.2. DOCUMENTS A PRODUIRE PAR L'ATTRIBUTAIRE.....	16
6.3. ACTE D'ENGAGEMENT	17
6.4. MISE AU POINT AVEC LE CANDIDAT RETENU.....	17
ARTICLE 7 : CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	17
7.1. MODALITES RELATIVES A LA REMISE DES OFFRES PAR VOIE DEMATERIALISEE ET SIGNATURE ELECTRONIQUE	17
7.2. MODALITES RELATIVES A LA COPIE DE SAUVEGARDE.....	20
ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES ET PROCEDURES DE RECOURS	21
8.1. DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS.....	21
8.2. RENSEIGNEMENT SUR LE PROFIL ACHETEUR.....	21
8.3. PROCEDURES DE RECOURS.....	22

ARTICLE 1 : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1. Objet de la consultation

Le marché a pour objet la fourniture et l'appui à la mise en place/pose des dispositifs de réduction de captures accidentelles dans le cadre de deux projets européens LIFE EMM et FEAMPA ARP.

La prestation pourra également répondre à d'autres besoins similaires de l'OFB dans d'autres cadres tels que la gestion des aires marines protégées ou la réalisation d'autres projets (PNM et DFM).

Le présent marché comporte 21 lots constitués comme suit, couvrant 18 lots d'acquisition de dispositifs de réduction des captures accidentelles et 3 lots de prestations d'appui à la mise en œuvre de ces dispositifs :

- Lot 1 - Diode électroluminescente (LED)
- Lot 2 - Cerf-volant effaroucheur
- Lot 3 - Dispositifs de dissuasion acoustique actif sous-marin
- Lot 4 : Hookpod
- Lot 5 : Leurres artificiels
- Lot 6 : Hameçon circulaire
- Lot 7 : Tresse bioluminescente
- Lot 8 : Nappe de chalut bioluminescente
- Lot 9 : Nappe de filet bioluminescent
- Lot 10 : Accastillage
- Lot 11 : Colorant
- Lot 12 : Ralingue
- Lot 13 : Fils polysteel
- Lot 14 : Nasse à langouste
- Lot 15 : Aimants + métaux électropositifs
- Lot 16 : Turtle Excluder Device (TED)
- Lot 17 : Goulotte de mise à l'eau
- Lot 18 : Effaroucheur sonore aérien
- Lot 19 : Appuyer l'adaptation et l'installation des dispositifs de réduction des captures accidentelles - Façade Atlantique
- Lot 20 : Appuyer l'adaptation et l'installation des dispositifs de réduction des captures accidentelles - Façade Manche Mer-du-Nord
- Lot 21 : Appuyer l'adaptation et l'installation des dispositifs de réduction des captures accidentelles - Façade Méditerranée

Les prestations attendues sont explicitées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

N° Lot	Intitulé du lot	Forme	Montant maximum € HT	Durée (mois)	Modalité d'attribution
1	Diode électroluminescente (LED)	Accord cadre à bons de commande sur la base du BP	800 000	48	Mono-attributaire
2	Cerf-volant effaroucheur	Accord cadre à bons de commande sur la base du BP	4 000	48	Mono-attributaire
3	Dispositifs de dissuasion acoustique actif sous-marin	Accord cadre à bons de commande sur la base du BP	150 000	48	Mono-attributaire
4	Hookpod	Accord cadre à bons de commande sur la base du BP	35 000	48	Mono-attributaire
5	Leurres artificiels	Accord cadre à bons de commande sur la base du BP	140 000	48	Mono-attributaire
6	Hameçon circulaire	Accord cadre à bons de commande sur la base du BP	25 000	48	Mono-attributaire
7	Tresse bioluminescente	Accord cadre à bons de commande sur la base du BP	625 000	48	Mono-attributaire
8	Nappe de chalut bioluminescente	Accord cadre à bons de commande sur la base du BP	340 000	48	Mono-attributaire
9	Nappe de filet bioluminescente	Accord cadre à bons de commande sur la base du BP	925 000	48	Mono-attributaire
10	Accastillage	Accord cadre à bons de commande sur la base du BP	157 000	48	Mono-attributaire
11	Colorant	Accord cadre à bons de commande sur la base du BP	15 000	48	Mono-attributaire
12	Ralingue	Accord cadre à bons de commande sur la base du BP	400 000	48	Mono-attributaire
13	Fils Polysteel	Accord cadre à bons de commande sur la base du BP	800 000	48	Mono-attributaire

14	Nasse à langoustes	Accord cadre à bons de commande sur la base du BP	25 000	48	Mono-attributaire
15	Aimants et métaux électropositifs	Accord cadre à bons de commande sur la base du BP	140 000	48	Mono-attributaire
16	Turtle Excluder Device (TED)	Accord cadre à bons de commande sur la base du BP	30 000	48	Mono-attributaire
17	Goulotte de mise à l'eau	Accord cadre à bons de commande sur la base du BP	70 000	48	Mono-attributaire
18	Effaroucheur sonore aérien	Accord cadre à bons de commande sur la base du BP	6 000	48	Mono-attributaire
19	Appuyer l'adaptation et l'installation des dispositifs de réduction des captures accidentelles - Façade Atlantique	Accord cadre à bons de commande sur la base du BP	37 000	48	Mono-attributaire
20	Appuyer l'adaptation et l'installation des dispositifs de réduction des captures accidentelles - Façade Manche Mer-du-Nord	Accord cadre à bons de commande sur la base du BP	37 000	48	Mono-attributaire
21	Appuyer l'adaptation et l'installation des dispositifs de réduction des captures accidentelles - Façade Méditerranée	Accord cadre à bons de commande sur la base du BP	39 000	48	Mono-attributaire

1.2. Procédure

La procédure de passation est l'appel d'offres ouvert, conformément aux articles L. 2124-1 et L. 2124-2 ainsi que R. 2124-2, R. 2161-2, R. 2161-3, R. 2161-4, R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.3. Allotissement et forme du marché

1.3.1 Allotissement

Les 21 lots qui composent le marché sont mono-attributaires.

Chaque lot fait l'objet d'un marché séparé. Les candidats peuvent présenter une offre pour chaque lot.

1.3.2 Forme et étendue du marché

Chaque lot est un accord-cadre à bons de commande. Il s'exécutera au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, selon les stipulations des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Les bons de commandes concerneront les prestations énumérées dans le Bordereau des Prix (BP) annexé à l'acte d'engagement du marché.

1.4. Montant du marché

Le présent marché est passé sans montant minimum avec un montant maximum de **4 800 000 € HT** sur la durée totale du marché (48 mois) et l'intégralité des lots.

Pour le lot 1, le marché est passé sans montant minimum avec un montant maximum de **800 000 € HT** sur la durée maximale du lot.

Pour le lot 2, le marché est passé sans montant minimum avec un montant maximum de **4 000 € HT** sur la durée maximale du lot.

Pour le lot 3, le marché est passé sans montant minimum avec un montant maximum de **150 000 € HT** sur la durée maximale du lot.

Pour le lot 4, le marché est passé sans montant minimum avec un montant maximum de **35 000 € HT** sur la durée maximale du lot.

Pour le lot 5, le marché est passé sans montant minimum avec un montant maximum de **140 000 € HT** sur la durée maximale du lot.

Pour le lot 6, le marché est passé sans montant minimum avec un montant maximum de **25 000 € HT** sur la durée maximale du lot.

Pour le lot 7, le marché est passé sans montant minimum avec un montant maximum de **625 000 € HT** sur la durée maximale du lot.

Pour le lot 8, le marché est passé sans montant minimum avec un montant maximum de **340 000 € HT** sur la durée maximale du lot.

Pour le lot 9, le marché est passé sans montant minimum avec un montant maximum de **925 000 € HT** sur la durée maximale du lot.

Pour le lot 10, le marché est passé sans montant minimum avec un montant maximum de **157 000 € HT** sur la durée maximale du lot.

Pour le lot 11, le marché est passé sans montant minimum avec un montant maximum de **15 000 € HT** sur la durée maximale du lot.

Pour le lot 12, le marché est passé sans montant minimum avec un montant maximum de **400 000 € HT** sur la durée maximale du lot.

Pour le lot 13, le marché est passé sans montant minimum avec un montant maximum de **800 000 € HT** sur la durée maximale du lot.

Pour le lot 14, le marché est passé sans montant minimum avec un montant maximum de **25 000 € HT** sur la durée maximale du lot.

Pour le lot 15, le marché est passé sans montant minimum avec un montant maximum de **140 000 € HT** sur la durée maximale du lot.

Pour le lot 16, le marché est passé sans montant minimum avec un montant maximum de **30 000 € HT** sur la durée maximale du lot.

Pour le lot 17, le marché est passé sans montant minimum avec un montant maximum de **70 000 € HT** sur la durée maximale du lot.mat

Pour le lot 18, le marché est passé sans montant minimum avec un montant maximum de **6 000 € HT** sur la durée maximale du lot.

Pour le lot 19, le marché est passé sans montant minimum avec un montant maximum de **37 000 € HT** sur la durée maximale du lot.

Pour le lot 20, le marché est passé sans montant minimum avec un montant maximum de **37 000 € HT** sur la durée maximale du lot.

Pour le lot 21, le marché est passé sans montant minimum avec un montant maximum de **39 000 € HT** sur la durée maximale du lot.

1.5. Durée du marché

Les vingt-et-un (21) lots sont conclus pour une durée de **quarante-huit (48) mois ferme** à compter de leur date de notification.

Les vingt-et-un (21) lots ne sont pas reconductibles.

1.6. Nomenclature communautaire

La classification principale, conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV), est :

Lot	Intitulé	Code CPV	Description du code CPV
1	Diode électroluminescente (LED)	31527260-6	Systèmes d'éclairage
2	Cerf-volant effaroucheur	37413100-7	Articles de pêche
3	Dispositifs de dissuasion acoustique actif sous-marin	32342410-9	Matériel de sonorisation
4	Hookpod	37413100-7	Articles de pêche

5	Leurres artificiels	37413100-7	Articles de pêche
6	Hameçon circulaire	37413100-7	Articles de pêche
7	Tresse bioluminescente	37413100-7	Articles de pêche
8	Nappe de chalut bioluminescente	37413100-7	Articles de pêche
9	Nappe de filet bioluminescent	37413100-7	Articles de pêche
10	Accastillage	34933000-6	Matériel de navigation
11	Colorant	24200000-6	Colorants et pigments
12	Ralingue	37413100-7	Articles de pêche
13	Fils polysteel	37413100-7	Articles de pêche
14	Nasse à langouste	37413100-7	Articles de pêche
15	Aimants + métaux électropositifs	31630000-1	Aimants
16	Turtle Excluder Device (TED)	37413100-7	Articles de pêche
17	Goulotte de mise à l'eau	34933000-6	Matériel de navigation
18	Effaroucheur sonore aérien	32342410-9	Matériel de sonorisation
19	Appui à l'adaptation des dispositifs – Atlantique	71356300-1	Services d'appui technique
20	Appui à l'adaptation des dispositifs – Manche Mer-du-Nord	71356300-1	Services d'appui technique
21	Appui à l'adaptation des dispositifs – Méditerranée	71356300-1	Services d'appui technique

1.7. Conditions de participation

Les candidats peuvent répondre seul ou sous la forme d'un groupement d'opérateurs économique.

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement, conjoint ou solidaire, aux attributaires du marché.

Les pièces devront mentionner le mandataire et la forme du groupement (*conjoint ou solidaire*).

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

Conformément à l'article R. 2142-26 du Code de la commande publique, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du présent marché sauf dans les cas cités par ce même article.

1.8. Interdiction de soumissionner liée au financement européen du projet

Conformément aux clauses de la convention conformément à la convention attributive FAM du FEAMPA ARP et du Grant Agreement du LIFE EMM, une structure qui serait déjà bénéficiaire d'une subvention de l'UE pour ces mêmes projets à interdiction de soumissionner au présent marché.

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1. Variantes et prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Les variantes et les prestations supplémentaires éventuelles (*P.S.E*) (*ex-option*) ne sont pas autorisées.

2.2. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **180 jours** (*soit 6 mois*) à compter de la date limite de réception des offres.

2.3 Modalités essentielles de paiement

Les sommes dues aux titulaires du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 3 : DOSSIER DE CONSULTATION

3.1. Contenu

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- le présent règlement de consultation et son annexe l'attestation sur l'honneur ;
- pour chaque lot, l'annexe financière à l'acte d'engagement : le Bordereau des Prix (BP) ;
- le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) de chacun des lots ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) du marché ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).
- le modèle des rapports

3.2. Retrait

Les candidats doivent retirer le DCE à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome>

Référence du marché : 2025-07

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde (Annexe 6 au Code de la commande publique), l'identification préalable des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation n'est pas obligatoire.

Dans l'hypothèse où les candidats acceptent de s'identifier, ils peuvent compléter, en ligne, un formulaire d'identification où ils précisent : le nom de l'entreprise, le nom de la personne physique téléchargeant les documents*, une adresse courriel permettant de façon certaine une correspondance électronique*, le N° SIREN de l'entreprise, le numéro de téléphone et l'adresse postale.

L'inscription de ces éléments permet de façon certaine une correspondance électronique et ainsi le respect de l'égalité de traitement entre les candidats.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par la personne publique, les candidats doivent disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- ☒ .zip/.rar
- ☒ .doc, .xls, .pdf

Les candidats ne supportent aucun autre frais que ceux liés à l'accès au réseau et à l'obtention de la signature électronique. Ils doivent cependant disposer d'un navigateur internet (type « internet explorer » version 6 ou supérieure ou « firefox » version 1.5 ou supérieure), et d'un environnement informatique mis à jour en matière de sécurité et d'antivirus.

Les échanges d'information sont sécurisés grâce à l'utilisation du protocole https.

Retrait des DCE sous format papier

Les dossiers de consultation ne peuvent pas être retirés dans les locaux du pouvoir adjudicateur.

Aucune demande d'envoi du dossier sur support papier ou sur support physique électronique ne sera satisfaite.

3.3. Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard **7 jours** avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les modifications au dossier de la consultation sont publiées sur la plateforme de dématérialisation www.marches-publics.gouv.fr.

Il est également précisé, que les candidats ne peuvent pas modifier les pièces contenues dans le dossier de consultation des entreprises.

IMPORTANT :

Il est recommandé aux candidats de créer un compte et de s'identifier préalablement sur la plateforme de dématérialisation des achats de l'État avant de télécharger le dossier de consultation des entreprises, pour être informés des rectificatifs/compléments qui lui seraient apportés, des éventuelles modifications de la consultation en cours de consultation et des réponses apportées par le pouvoir adjudicateur aux questions posées par d'autres candidats.

Les candidats qui ne s'identifieront pas préalablement ne pourront pas être alertés. En aucun cas, le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu responsable du manque d'information des candidats qui ne se seraient pas inscrits ou qui n'auraient pas téléchargé les mises à jour des documents modifiés.

ARTICLE 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

L'envoi d'une réponse électronique est obligatoire, selon les modalités précisées à l'article 7 du présent règlement de la consultation.

Les éléments indiqués dans le formulaire de candidature ou dans l'offre pourront faire l'objet, de demandes de précisions et de compléments.

4.1. Pièces constitutives de la candidature

Les candidats présentent leur candidature sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen (DUME) électronique.

Ce mode de réponse a vocation à remplacer les formulaires DC1 et DC2.

Selon les dispositions de l'article R.2143-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur accepte que les candidats présentent leur candidature sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution 2016/7 de la Commission Européenne du 5 janvier 2016 établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen en lieu et place de l'ensemble des documents et renseignements justifiant de leur capacités.

Dans ce cas, il est précisé que le pouvoir adjudicateur **n'autorise pas** les candidats à se limiter à indiquer dans le document unique de marché européen (DUME) qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

Les candidats renseignent les informations pour les conditions de participation suivantes :

- la partie II: informations concernant l'opérateur économique ;
- **le cas échéant**, si et seulement si le candidat est concerné, la partie III: motifs d'exclusion ;
- la partie IV - B 1a) : chiffre d'affaires annuel « général » des 3 derniers exercices¹ ;
- la partie IV - C8) : les effectifs moyens annuels et le nombre de cadres pendant les 3 dernières années ;

Si le groupement d'opérateurs économiques présente sa candidature sous la forme du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.

Le Document Unique de Marché Européen n'a pas à être signé.

Le formulaire DUME est disponible sur le site CHORUS PRO du Ministère des Finances à l'adresse suivante :
<https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

Seul le DUME au format **.xml** a valeur probante.

Après avoir créé votre DUME, nous vous recommandons d'en faire une copie en format Pdf.

Si en cas de problème technique de la plateforme <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/>, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par le Pouvoir Adjudicateur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par le Pouvoir Adjudicateur (y compris par l'intermédiaire des formulaires DC1, DC2, K-bis, etc.).

4.2. Pièces constitutives de l'offre

Toute offre ne remplissant pas les conditions décrites, ci-dessous, est incomplète et sera donc considérée comme irrégulière conformément à l'article L. 2152-2 du code de la commande publique.

Les offres seront examinées conformément aux articles R. 2152-1 à R. 2152-3 du Code de la commande publique.

Les offres irrégulières peuvent donner lieu à régularisation à la demande de l'acheteur dans les conditions de l'article R. 2152-2 du code de la commande publique

¹ Pour les entreprises ne possédant pas les chiffres d'affaires généraux pour la totalité de la période demandée, veuillez remplir la partie IV-B 3.

Le candidat devra fournir les pièces constitutives de l'offre suivantes :

- L'annexe financière à l'acte d'engagement : le Bordereau des Prix (BP) ;
- Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) ;
- Le mémoire technique dûment complété conformément aux dispositions de l'article 4.3 du présent document ;
- Un Relevé d'Identité Bancaire (RIB) ou Postal.

4.3. Contenu du mémoire technique

Un mémoire expliquant les modalités d'exécution des prestations et montrant la manière de satisfaire à l'ensemble des clauses et modalités d'exécution du CCTP doit être fourni.

Plan du mémoire technique pour les lots 1 à 18 :

Le candidat devra détailler le mémoire technique sur les points suivants notamment :

- La description (fiches techniques) des éléments (dispositifs / pièces détachées) attendus ;
- Les engagements en matière de délais de leur fourniture ;
- Les garanties fournies en matière de service après-vente.
- Sa démarche écoresponsable en lien avec l'exécution des prestations objet du marché :
 - Les initiatives engagées par sa structure pour réduire l'impact environnemental de son activité en générale ayant une incidence sur l'exécution des prestations : numérique, postes de travail, écoresponsabilités des déplacements, etc. ;
 - Les engagements pour réduire l'impact environnemental de la prestation : transport, gestion des déchets, etc ;
 - Les initiatives engagées par sa structure pour réduire l'impact environnemental des produits : indice de réparabilité, bioplastique, filière de recyclage, etc.

Plan du mémoire technique pour les lots 19 à 21 :

Le candidat devra détailler le mémoire technique sur les points suivants notamment :

- La présentation du candidat et de ses sous-traitants le cas échéant ;
- L'équipe : Curriculum vitae, composition et organisation générale de l'équipe, capacité d'adaptation et de mobilité des équipes en fonction des attentes du projet. A cet égard, il est demandé aux candidats d'indiquer les noms et qualifications professionnelles des membres du personnel chargé de l'exécution du marché. Le candidat devra fournir les éléments permettant d'apprécier le niveau de compétences de l'équipe concernant leur capacité à coordonner des projets à forts enjeux et leur sens du contact avec les professionnels.
- La méthode envisagée pour la formation aux comités des pêches ;
- Des précisions complémentaires pour l'organisation, la mise en œuvre de l'appui des tests des dispositifs de réduction des captures accidentelles à la fois pour l'appui à terre et en mer ;

- La méthode proposée pour la coordination des actions sur le terrain et le lien avec les professionnels et l'OFB ;
- Sa démarche écoresponsable en lien avec l'exécution des prestations objet du marché :
 - Les initiatives engagées par sa structure pour réduire l'impact environnemental de son activité en générale ayant une incidence sur l'exécution des prestations : numérique, postes de travail, écoresponsabilités des déplacements, etc. ;
 - Les engagements pour réduire l'impact environnemental de la prestation : transport, gestion des déchets, etc ;



Le mémoire technique ne devra pas excéder 50 pages (hors CV et annexes).

4.4 Documents en langue française

Les documents remis par les candidats seront entièrement rédigés en langue française et les prix exprimés en EUROS.

Si les documents fournis par un candidat en application de l'article 4 ne sont pas rédigés en langue française, le pouvoir adjudicateur exige que ces documents soient accompagnés d'une traduction en français.

ARTICLE 5 : MODALITES ET CRITERES DE SELECTION

La sélection des candidatures et le jugement des offres sont effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

5.1. Sélection des candidatures

Le pouvoir adjudicateur vérifie la conformité des dossiers à l'article 4.1 du présent règlement.

Le pouvoir adjudicateur procédera au jugement tant de la capacité économique et financière que de la capacité technique et professionnelle des candidats et éliminera les candidatures lorsque les capacités seront manifestement insuffisantes.

En application de l'article R2144-3 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de procéder à la vérification de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles des candidats à l'issue du classement des offres.

Les candidatures présentant des capacités manifestement insuffisantes seront rejetées.

Il pourra être demandé au candidat classé en première position de compléter ou d'expliquer les documents justificatifs et moyens de preuve fournis ou obtenus.

Si un candidat ou un soumissionnaire se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé. Dans ce cas, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires.

Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des candidatures recevables ou des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

5.2. Sélection des offres

5.2.1. Critères

Ce jugement est effectué dans les conditions prévues aux articles R. 2152-1 et suivants du code de la commande publique et donne lieu à un classement des offres.

Lots 1 à 18 :

Pour les lots 1 à 18, les critères pondérés d'attribution des offres et le détail des points des sous-critères sont les suivants :

N°	Critères (et sous-critères)	Détail des points des sous-critères	Pondération des critères	
1	Valeur technique appréciée sur le fondement des éléments développés dans le mémoire technique :		40%	
1.1	Fourniture des dispositifs de réduction des captures accidentelles			9 pts
1.1.1	Conformité des dispositifs proposés vis à vis des attentes exprimées dans le CCTP	3 pts		
1.1.2	Délais de livraison	3 pts		
1.1.3	Service après-vente	3 pts		
1.4	Clarté de l'offre : clarté, lisibilité, cohérence			1 pt
2	Développement durable appréciée sur le fondement des éléments développés dans le mémoire technique :		10%	
2.1	Eco-responsabilité en lien avec l'objet du marché : Actions de l'entreprise pour réduire les impacts négatifs environnementaux et sociétaux de ses activités liées à l'exécution des prestations objet du marché (réduction/compensation d'émissions de CO2 liées aux déplacements, etc...). Initiatives engagées par la structure pour réduire l'impact environnemental des produits : indice de réparabilité, bioplastique, filière de recyclage, etc.			
3	Prix des prestations Ce critère sera analysé sur la base du Détail Quantitatif Estimatif (DQE) remis pas le candidat.		50 %	

Lots 19 à 21 :

Pour les lots 19 à 21, les critères pondérés d'attribution des offres et le détail des points des sous-critères sont les suivants :

N°	Critères (et sous-critères)	Détail des points des sous-critères	Pondération des critères
1	Valeur technique appréciée sur le fondement des éléments développés dans le mémoire technique :		50%
1.2	Méthode proposée formation aux comités des pêches et autres parties prenantes	2 pts	
1.3	Méthode proposée tests des dispositifs de réduction des captures accidentelles à terre	2 pts	
1.4	Méthode proposée tests des dispositifs de réduction des captures accidentelles en mer	2 pts	
1.5	Curriculums vitae, composition et organisation générale de l'équipe, capacité d'adaptation et de mobilité des équipes en fonction des attentes du projet	2 pts	
1.6	Compétences de l'équipe concernant leur capacité à coordonner des actions sur le terrain et leur sens du contact avec les professionnels, avec l'OFB	1 pt	
1.7	Clarté de l'offre : clarté, lisibilité, cohérence, compréhension	1 pt	
2	Développement durable appréciée sur le fondement des éléments développés dans le mémoire technique :		10%
2.1	Eco-responsabilité en lien avec l'objet du marché : Actions de l'entreprise pour réduire les impacts négatifs environnementaux et sociétaux de ses activités liées à l'exécution des prestations objet du marché (réduction/compensation d'émissions de CO2 liées aux déplacements, limitation de son impact lors des jours en mer etc...)	10 pts	
3	Prix des prestations Ce critère sera analysé sur la base du Détail Quantitatif Estimatif (DQE) remis par le candidat.		40 %

5.2.2. Méthode de notation

Les critères n°1 et n°2 « Valeur technique » et « Développement durable » seront appréciés au regard du mémoire technique. Le critère « Valeur technique » est apprécié en attribuant une note sur 10 points, dont la répartition est indiquée dans la grille de critères ci-dessus (cf. article 5.2.1). La note est ensuite pondérée par application du coefficient de pondération.

Le critère « Développement durable » est apprécié en attribuant une note sur 10 points, à laquelle se verra appliqué le coefficient de pondération.

Le critère n°3 « Prix des prestations » sera noté au regard des éléments financiers du Détail Quantitatif Estimatif (DQE) qui correspond pour chaque lot à une simulation de commande qui n'a pas de valeur contractuelle.

$$\text{Note} = (\text{prix le plus bas} / \text{prix de l'offre examinée}) \times \text{note maximale}$$

La note obtenue est ensuite pondérée par application du coefficient de pondération (cf. tableau de l'article 5.2.1).

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le Bordereau des Prix (BP) et le Détail Quantitatif Estimatif (DQE), le Bordereau des Prix prévaudra et le montant du Détail Quantitatif Estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée. En cas de refus, son offre sera éliminée.

5.3. Suites de l'examen des offres

Conformément à l'article R.2152-1 du Code de la commande publique, les offres inacceptables ou inappropriées sont éliminées.

Si aucune candidature ou aucune offre n'a été déposée dans les délais prescrits, ou si seules des candidatures irrecevables au sens de l'article R.2144-7 du CCP ou des offres inappropriées au sens de l'article L.2152-4 du CCP ont été présentées, la procédure sera déclarée infructueuse et elle pourra être suivie d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables conformément à l'article R.2122-2 du CCP.

ARTICLE 6 : ATTRIBUTION DU MARCHÉ

6.1. Classement des offres

Conformément au critère défini à l'article 5.2 du présent RC, les offres sont classées par ordre décroissant.

6.2. Documents à produire par l'attributaire

Conformément aux dispositions des articles R.2143-6 à 10 du Code de la Commande Publique, le candidat retenu se voit demander par le pouvoir adjudicateur de produire, **dans un délai fixé par l'administration**, les documents et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents, destinés à justifier qu'il ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner, qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales, ainsi que les documents justifiant de sa situation au regard de ses obligations en matière de travail illégal et de détachement des travailleurs, le cas échéant.

Si le candidat retenu ne peut produire ces documents dans le délai fixé, son offre est rejetée. L'élimination du candidat est prononcée par le pouvoir adjudicateur.

Dans ce cas, la même demande est présentée au soumissionnaire dont l'offre est classée en suivant dans le classement des offres.

6.3. Acte d'engagement

Afin de formaliser le marché, le Pouvoir adjudicateur adressera à l'attributaire l'acte d'engagement, qu'il conviendra que ce dernier retourne dans un délai prescrit, dûment signé (par le candidat individuel ou l'ensemble des membres du groupement ou, en cas d'habilitation donnée par tous les membres du groupement, par le mandataire) et complété par ses soins.

Attention : l'acte d'engagement doit être daté et signé par une personne dûment habilitée à engager la société, avec à l'appui, les documents relatifs aux pouvoirs des personnes ainsi habilitées (extrait KBIS, pouvoir de signature notamment).

Sous réserve de respecter la réglementation en vigueur, l'attributaire peut signer sous forme manuscrite ou électronique (cf. modalités à l'article 7 du présent RC)

6.4. Mise au point avec le candidat retenu

Conformément aux dispositions de l'article R.2152-13 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur peut, en accord avec le candidat retenu, procéder à une mise au point des composantes sans que ces modifications puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles, notamment financières du marché.

ARTICLE 7 : CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les plis seront obligatoirement remis **par voie dématérialisée**.

Les plis devront être envoyés à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome>

 **Avant la date limite de remise des offres fixée au :
01/04/2025 à 12h00.**

Un guide d'utilisation de la plateforme pour les entreprises est téléchargeable à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/index.php5?page=entreprise.EntrepriseGuide>

La signature électronique n'est pas requise pour cette consultation.

Toutefois si une entreprise, qui en dispose, souhaite la mettre en œuvre, les conditions ci-dessous, devront être respectées.

7.1. Modalités relatives à la remise des offres par voie dématérialisée et signature électronique

L'arrêté du 15 juin 2012 autorise les signataires par voie électronique à utiliser le certificat et la signature de leur choix, sous réserve de sa conformité aux normes du référentiel général d'interopérabilité et au référentiel général de sécurité.

Le signataire utilise également l'outil technique de son choix, sous réserve de fournir gratuitement les moyens nécessaires à la vérification de cette signature et de son certificat. L'arrêté autorise l'usage d'un parapheur électronique facilitant la signature multiple ou la signature en dehors de la plate-forme achat (*profil acheteur*) du Pouvoir Adjudicateur.

Par application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique, les candidats devront respecter les conditions relatives :

1) au certificat de signature du signataire,

à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des jetons de signature conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés.

➤ Exigences relatives aux certificats de signature du signataire

Le certificat de signature du signataire doit respecter au moins le niveau de sécurité préconisé.

1^{er} cas : Certificat émis par une Autorité de certification "reconnue"

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

- <https://www.ssi.gouv.fr/administration/reglementation/confiance-numerique/le-reglement-eidas/liste-nationale-de-confiance/>
- http://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/eu_legislation/trusted_lists/index_en.htm

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

2^{ème} cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance

La plateforme de dématérialisation « PLACE », utilisée par l'OFB, accepte tous certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du référentiel général de sécurité (RGS). Jusqu'au 30 septembre 2018, les documents de la consultation dont la signature électronique est requise doivent être signés électroniquement avec un certificat de signature conforme au RGS ou équivalent.

À compter du 1^{er} octobre 2018, les documents de la consultation, dont la signature électronique est requise, doivent être signés au moyen d'une signature électronique avancée basée sur un certificat de signature qualifié conforme au règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 dit « eIDAS ».

Toutefois les certificats de signature conforme au RGS ou équivalent émis avant le 1^{er} octobre 2018 demeurent valables jusqu'à leur date de fin de validité.

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil acheteur du Pouvoir Adjudicateur, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par le Pouvoir Adjudicateur.

Justificatifs de conformité à produire

Le signataire transmet les informations suivantes :

1- La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...)

Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à la racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;

2- L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

➤ Outil de signature utilisé pour signer les fichiers

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

Cas 1 : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État (PLACE).

Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information

Cas 2 : Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur la PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- 1) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.
- 2) Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la

vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique **la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant** notamment :

- le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les prérequis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc). La fourniture d'une notice en français est souhaitée ;
- le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour le Pouvoir Adjudicateur (contact à joindre, support distant, support sur site etc.).

➤ **Comment signer les pièces au sein d'un dossier zippé**

Signer le dossier électronique qui contient plusieurs documents électroniques est insuffisant. En effet, **c'est la signature de chaque document devant être signée (cf. tableau ci-après) qui sera examinée** par le pouvoir adjudicateur et non celle de l'enveloppe (fichier zip) qui les contient.

La signature électronique est non-valide et le document correspondant réputé non-signé notamment dans les cas suivants:

- la signature est absente,
- le certificat a été révoqué avant la date de signature du document,
- le certificat expire avant la date de signature du document,
- le certificat est établi au nom d'une personne physique qui n'a pas la capacité à engager la société.

L'OFB souhaite attirer l'attention des candidats sur le délai demandé par les organismes de certification pour la délivrance des certificats de signature électronique.
Il convient donc d'anticiper le plus possible la demande de certificat par rapport à la date limite de réception des candidatures ou offres.

La possession d'un certificat électronique n'est pas requise au stade du retrait du dossier de consultation (DCE) via la plate-forme mais seulement au moment de la réponse électronique (un délai d'obtention est à prévoir).

La signature électronique des candidatures et des offres des groupements d'entreprises revient au mandataire qui, bénéficiant des habilitations nécessaires, signe seul l'offre au nom du groupement.

Il assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Rappel : une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

Anti-virus :

Tout fichier constitutif de la candidature et/ou de l'offre devra être exempt d'un quelconque virus informatique et devra être préalablement traité, à cette fin, par le soumissionnaire par un anti-virus régulièrement mis à jour. Il en est de même pour tout autre fichier échangé dans le cadre de cette procédure.

La personne publique pourra procéder à un archivage de sécurité de tout fichier contenant un virus informatique. Dès lors, celui-ci sera réputé n'avoir jamais été reçu.

L'heure de la plateforme est l'heure de Paris. Tous les événements intervenant en guichet de dépôt sont horodatés par l'horloge du serveur Marches-Publics.info, elle-même asservie à deux « serveurs de temps fiables » externes. Seule cette référence de temps fera foi en termes de qualification des plis « hors délai ». Il est souhaitable de s'assurer que votre horloge est correctement réglée et tient compte des éventuels écarts avec cette référence de temps.

▲ Attention :

Les plis sont « hors-délai » si leur téléchargement se **termine** après la date et heure limite. Seule la bonne fin de transmission d'un dossier complet générera l'accusé réception valant attestation de dépôt.

A l'instar des réponses sous forme papier, les réponses électroniques arrivées hors délai ou non adressées dans les formes prescrites ne seront pas examinées et seront supprimées.

Il est nécessaire de prendre des dispositions en fonction de la taille de vos plis, et de la vitesse de votre connexion.

Le mode de transmission électronique sécurisé choisi par le candidat doit permettre à l'OFB d'ouvrir les pièces transmises sans son concours, c'est-à-dire sans une intervention personnelle du soumissionnaire.

L'enveloppe virtuelle dénommé « pli » doit contenir les mêmes éléments que les plis papiers mentionnés au présent règlement de consultation.

Les soumissionnaires s'assureront que les fichiers transmis ne comportent pas de programme informatique malveillant (virus...).

Pour rappel et conformément aux dispositions de l'article R.2151-6 du Code de la commande publique, seule est ouverte la dernière offre reçue par le Pouvoir Adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres.

Dans le cadre d'un envoi multiple, le candidat devra transmettre systématiquement et à chaque envoi l'ensemble des pièces demandées.

7.2. Modalités relatives à la copie de sauvegarde

Le candidat peut, s'il le souhaite, envoyer à l'adresse ci-dessous une copie de sauvegarde (sur support papier ou sur support physique électronique) :

<p style="text-align: center;">OFB Direction des Finances Service de la Commande Publique 5, square Félix Nadar - Hall C - Bureau n°317-318 - 3^{ème} étage 94300 Vincennes</p>
--

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible :

<p style="text-align: center;">MARCHE PUBLIC N°2025-07 : « Achat et ajustements des dispositifs de réduction des captures accidentelles » + NOM DU CANDIDAT + NE PAS OUVRIR – COPIE DE SAUVEGARDE</p>
--

Ou

S'il le souhaite, le candidat peut déposer sa copie de sauvegarde :

- Par coursier ou par dépôt contre récépissé à l'adresse indiquée ci-dessus en respectant les horaires d'ouverture de l'OFB.

Horaires d'ouverture de l'OFB : 09h00-12h00 ; 14h00-16h00

La copie de sauvegarde peut également être transmise par voie électronique à l'adresse mail suivante : marches.publics@ofb.gouv.fr

La copie de sauvegarde adressée par voie électronique est transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du code de la commande publique).

Le candidat qui effectue, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique (cd-rom, DVD-rom, clé USB...) ou sur support papier ou par voie électronique, **doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres**. Celle-ci doit respecter les modalités de présentation des offres.

Il est précisé que les documents, dont la signature est exigée, doivent être revêtus de la signature électronique.

Cette copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans deux circonstances précises, à savoir :

- lorsqu'un programme malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur (virus),
- lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique et n'est pas parvenue dans les délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais.

Les copies de sauvegarde que le pouvoir adjudicateur n'aura pas besoin d'ouvrir seront détruites à l'issue de la procédure.

ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES ET PROCEDURES DE RECOURS

8.1. Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires d'ordre administratif et/ou techniques qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats doivent **faire parvenir une demande écrite au plus tard 7 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres** via le bouton « Poser une question » de la plateforme dématérialisation :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome> (recherche avancée par la référence de la consultation numéro **2025-07**).

Les candidats sont invités à utiliser la plate-forme pour le dépôt des questions, qu'elles soient administratives et/ou techniques.

Les candidats ont l'obligation de formuler leurs questions par écrit.

Les réponses aux demandes de renseignement complémentaires seront communiquées à l'ensemble des candidats identifiés ayant retiré le dossier via la plate-forme de dématérialisation (<https://www.marches-publics.gouv.fr>), **au plus tard deux (2) jours** avant la date limite de réception des offres.

8.2. Renseignement sur le profil acheteur

Pour tout renseignement relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, les demandes doivent être adressées au contact ci-dessous :

Pour joindre l'assistance, vous devez, d'abord, remplir un formulaire en ligne à <https://www.marches-publics.gouv.fr/assistance/> (pour tout type d'assistance).

Renseignez les rubriques qui vous concernent (< 1 minute) et indiquez votre numéro de demande à l'opérateur téléphonique qui aura ainsi accès à votre fiche complète.

Le numéro d'appel est affiché après validation de ce formulaire et dans les courriels de notification de changement d'état de chaque demande.

L'assistance téléphonique est joignable une fois ce formulaire renseigné, de 9h à 19h au 01 76 64 74 07.

8.3. Procédures de recours

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Melun
43, rue du Général de Gaulle - Case postale n° 8630
77000 MELUN
Tél : 01 60 56 66 30
Fax : 01 60 56 66 10
Courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr
Site internet : <http://melun.tribunal-administratif.fr/>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 et R.551-1 à R.551-6 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du marché
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 et R.551-7 à R.551-10 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative dans les conditions prévues aux articles R. 411-1 à R. 432-4 du CJA, et pouvant être exercé dans les deux (2) mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du marché).
- Recours de pleine juridiction, en contestation de validité du marché ouvert aux candidats évincés et aux tiers justifiant d'un intérêt lésé et pouvant être exercé dans les deux (2) mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.